



Quelques chiffres :

PIB France 2013 :
2 060,4 Mds €

Inflation (moyenne des
12 derniers mois à fin
mai 2014) : + 0,74 %

Dettes publiques (fin du
1^{er} trimestre 2014) :
1 985,9 Mds, 93,6 % du PIB

Balance commerciale
(douze derniers mois à
fin mai) : -60,0 Mds

Chômage au sens du BIT
(1^{er} trimestre 2014) : 10,1 %.

Dépenses publiques 2013 :
1 176 Mds €

Zoom

En 2012, les recettes du tourisme international ont atteint 41,7 milliards d'euros, contre 30,4 milliards de dépenses, soit un solde excédentaire de 11,3 milliards d'euros. C'est mieux que l'industrie agroalimentaire (7,0 milliards d'euros), ou que le secteur des produits chimiques, parfums et cosmétiques (9,4 milliards d'euros), principaux soldes excédentaires de la balance des échanges de biens et surtout bien mieux que des secteurs traditionnels comme automobile (-3,8 milliards d'euros).

Tourisme en France : un levier majeur de croissance et d'emplois

La France est la 1^{ère} destination touristique mondiale avec 83 millions de visiteurs par an. Le tourisme représente en France 7,33 % du PIB en 2012 et occupe une place particulièrement importante dans l'économie de certaines régions (31 % du PIB en Corse par exemple).

Cependant, la France est soumise à une concurrence accrue avec l'émergence de nouvelles destinations. Elle souffre également de classements qualificatifs parfois négatifs (sur la qualité de service notamment). Surtout, alors qu'elle compte près de 20 millions de visiteurs de plus que les Etats-Unis, la France est seulement en 3^{ème} position pour les recettes du tourisme international.

La délibération économique sur les nouvelles sources de croissance menée par certains partenaires sociaux dont la CFE-CGC¹, a élaboré en 2013 des propositions, relayées également par les Assises du Tourisme qui se sont tenues récemment, afin de faire du tourisme un levier puissant de croissance, d'emploi et de développement des territoires.

Quels objectifs et quelles actions pour une politique du tourisme efficace ?

La France doit s'appuyer sur ces points forts historiques et travailler au développement d'une offre touristique nouvelle ce qui nécessite :

- une montée en puissance à la fois du tourisme de loisir, du tourisme d'affaires et du tourisme événementiel ;
- une capacité à répondre aux nouvelles exigences des consommateurs notamment en termes de transports écologiques ou de tourisme culturel ;
- une fidélisation de la clientèle en développant davantage la politique d'accueil et la marque « France » ;
- une adaptation du niveau de formation pour répondre aux exigences du métier et en améliorer la compétitivité (création d'un baccalauréat technologique pour 2015). Enfin, la pratique des langues étrangères sera davantage valorisée dans les classements hôteliers.

Ce programme de diversification et de « remise à niveau » de notre offre touristique constitue un véritable enjeu pour la France car il est susceptible de générer la création de nombreux emplois non délocalisables.

¹ « Réinventer la croissance » Agir ensemble pour une dynamique économique

Les bases de la croissance toujours pas stabilisées...

• Perspectives économiques zone euro

Au second trimestre 2014, la croissance en zone euro devrait être plus importante avec + 0,3 % par rapport à + 0,2 % au premier trimestre. Cette amélioration s'expliquerait par un regain de la demande intérieure et plus marginalement par les contributions extérieures. La demande intérieure serait stimulée par l'investissement privé qui continuerait de croître grâce à la hausse de l'activité et la nécessité d'augmenter les capacités de production nettement stoppées avec la crise financière. Par contre la demande des ménages serait toujours mise à mal du fait d'un marché du travail atone et d'une faible hausse du pouvoir d'achat.

1. Entreprises

• Production industrielle

Après une stagnation en avril, la production industrielle a chuté de 1,7 % en mai. Les secteurs Cokéfaction et raffinage et celui de la Fabrication de matériels de transport sont particulièrement touchés avec respectivement des chutes de 8,4 % et 3,5 % sur un mois.

Sur les trois derniers mois, la production industrielle baisse de 1 % et de 2,3 % sur un an.

• Trésorerie dans l'industrie

Sur les six premiers mois de l'année, les résultats d'exploitation sont en nette amélioration d'après les industriels, retrouvant des niveaux conformes à la normale. Cette amélioration serait due au volume des ventes, à la baisse des frais financiers, à des facteurs structurels (restructuration), et aux charges salariales en baisse.

Les industriels estiment également que les conditions de financement s'améliorent grâce aux ressources stables externes.

• Le climat des affaires et indicateur de retournement

Globalement, l'indicateur de climat des affaires a été stable en juillet 2014. Il s'est stabilisé dans l'industrie, a augmenté dans le commerce de détail et les services mais a diminué dans le bâtiment et le commerce de gros.

Par contre, l'indicateur de retournement se situe de nouveau dans une zone défavorable.

2. Ménages

• Enquête de conjoncture des ménages

En juillet, l'indicateur de confiance des ménages reste stable. Les ménages sont particulièrement confiants concernant leur épargne puisque en dépit d'une diminution par rapport au mois précédent, l'indicateur reste au-dessus de sa moyenne de long terme. Malgré tout, les indicateurs de confiance concernant leur situation financière restent très en dessous de leur moyenne de long terme. Enfin, les ménages restent très pessimistes quant aux perspectives de niveau de vie et de chômage de la France.

• Dépenses de consommation des ménages

Les dépenses de consommation des ménages en biens restent dynamiques en juin (+ 0,9 %) après un bon mois de mai. Sur le deuxième trimestre, elles progressent de 1,0 %, portées par une hausse importante des dépenses énergétiques (+ 3,5 %) et des biens pour l'équipement du logement (+ 2,5 %).

• Chômage

Le chômage a augmenté en juin, pour le huitième mois consécutif. Ce sont 3 398 300 de demandeurs d'emploi en catégorie A qui sont inscrits à Pôle Emploi fin juin (France métropolitaine), soit une hausse de 0,3 % sur un mois et 4,0 % sur un an. Toutes catégories confondues et y compris les Dom, on compte 5 343 100 demandeurs d'emploi à la fin juin soit une hausse de 0,5 % sur un mois et 5,1 % sur un an.

Contacts :

Alain Giffard, secrétaire national en charge du secteur Économie et Industrie

✉ alain.giffard@cfecgc.fr

Service Économie : Anne Bernard, Francine Didier, Kevin Gaillardet et Justine Vincent

✉ kevin.gaillardet@cfecgc.fr